

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 4 juin 2015

Direction des finances

35 2014.RRGR.989 Motion 197-2014 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) MCH 2 et frein à l'endettement

N° de l'intervention: 197-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 07.10.2014
Guggisberg (Kirchlindach, UDC)
Cosignataires: 27
Urgence: refusée le 20.11.2014
N° d'ACE: 245/2015 du 4 mars 2015
Direction: FIN

MCH 2 et frein à l'endettement

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes pour éviter que l'introduction du nouveau modèle comptable harmonisé (MCH 2) le 1^{er} janvier 2017 ne vide le frein à l'endettement de son sens.

Le MCH 2 doit être mis en œuvre de telle sorte qu'un excédent de charges du rapport de gestion puisse impérativement continuer d'être reporté au budget du deuxième exercice suivant selon les règles du MCH 1 et ce, malgré la revalorisation nominale prévue par le MCH 2 en cas de bilan matériellement dégradé ou de bilan identique.

Développement

Le MCH 2 qui sera vraisemblablement introduit dans le canton de Berne en 2017 aura de lourdes conséquences sur le frein à l'endettement. Alors que le patrimoine financier et le patrimoine administratif vont se dégrader du fait de l'entrée en force, à peu près au même moment, de la reconnaissance de dette en faveur de la Caisse d'assurance du corps enseignant bernois et de la Caisse de pension bernoise, leur valeur passera dans les comptes de 6,4 à 11,4 milliards de francs environ. Cette revalorisation s'explique par le passage de l'amortissement dégressif à l'amortissement linéaire et par l'interdiction de l'amortissement anticipé induite par l'introduction du principe de l'image fidèle (*true and fair view*).

Si l'on admet que la reconnaissance de dette en faveur des caisses de pension cantonales représente un engagement de 2,4 milliards et que par ailleurs la revalorisation en vertu du MCH 2 s'élève à 5 milliards, le canton de Berne aura troqué, grâce à cet artifice comptable, un découvert du bilan contre des capitaux propres d'environ 800 millions de francs. Certes, le frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement est toujours en vigueur (art. 101a, al. 1 et 3 de la Constitution cantonale [ConstC]). Mais si le compte de fonctionnement boucle sur un déficit contrairement aux prévisions budgétaires, le mécanisme du frein à l'endettement ne pourra pas s'enclencher. Autrement dit, l'excédent de charges du rapport de gestion ne sera plus reporté au budget du deuxième exercice suivant puisque, grâce au MCH 2, le canton aura, en théorie, des capitaux propres (art. 101a, al. 2 ConstC).

En vidant ainsi le frein à l'endettement de son sens, on se berce d'illusions et on embellit la réalité : compte tenu de la reconnaissance de dette envers les caisses de pension cantonales, le découvert du bilan s'élève en réalité à 2,4 milliards de francs. Vu la situation financière du canton, les effets du frein à l'endettement doivent continuer de se déployer pleinement.

Réponse du Conseil-exécutif

Il est prévu que le canton de Berne introduise le 1^{er} janvier 2017 le modèle comptable harmonisé (MCH 2) développé et recommandé par la Conférence des directeurs cantonaux des finances. Le

Grand Conseil a adopté le 28 novembre 2013 la révision correspondante de la loi sur le pilotage des finances et des prestations (LFP; RSB 620.0).

L'un des points centraux du MCH2 est le remplacement de l'amortissement dégressif par l'amortissement linéaire. Selon la pratique actuelle, les immobilisations sont amorties de manière dégressive sur la valeur résiduelle, alors que la méthode d'amortissement linéaire conformément au MCH2 se fonde sur la durée d'utilisation d'un actif immobilisé. Prenons par exemple un investissement avec une durée d'utilisation de 30 ans : l'amortissement annuel est maintenant d'un trentième, alors qu'avec le changement de présentation des comptes (retraitement), les valeurs des immobilisations seront présentées dans le bilan comme si elles avaient été amorties depuis toujours selon la nouvelle méthode. En l'état actuel de nos connaissances, il en résultera une réévaluation du patrimoine administratif de l'ordre de 5 milliards de francs. Avec l'introduction du MCH2 et la réévaluation concomitante du patrimoine administratif, le canton de Berne devrait, malgré l'inscription au bilan au 1^{er} janvier 2015 des quelque 2 milliards d'engagements envers les caisses de pension, disposer à nouveau de capital propre, et ce pour la première fois depuis le début des années nonante. Pour le frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement, cela signifie qu'il n'y aura pas de déficit du rapport de gestion à compenser (art. 101a, al. 2 ConstC). Mais ce qui demeure, c'est l'« obstacle » posé au budget: un budget déficitaire nécessitera toujours l'approbation de trois cinquièmes au moins des membres du Grand Conseil, indépendamment donc du fait que le canton dispose ou non de capital propre (voir art. 101a, al. 1 et 3 ConstC).

La présente motion exige que l'introduction du MCH2 soit conçue de sorte à maintenir l'obligation de compenser actuelle, autrement dit qu'un excédent de charges au rapport de gestion doive toujours être reporté au budget du deuxième exercice suivant, et ce malgré le capital propre résultant de la réévaluation du patrimoine administratif. Conformément à l'article 12 de la révision de la LFP, le bilan se compose à l'actif des actifs patrimoniaux et au passif des engagements ainsi que du capital propre *ou* du découvert. Pour satisfaire à l'exigence de la présente motion, il faudrait introduire une modification de la LFP pour différencier au bilan un découvert conformément à l'ancienne législation (déficits des comptes cumulés jusqu'à fin 2016) et le capital propre conformément à la nouvelle législation (bénéfices de réévaluation du MCH2). Les futurs excédents des comptes établis selon le MCH2 devraient d'abord être utilisés pour amortir le découvert du bilan établi selon le MCH1 conformément à l'ancienne législation; l'obligation de compenser un déficit dans le rapport de gestion conformément à l'article 101a, alinéa 2 ConstC demeurerait jusqu'à ce que le découvert conformément à l'ancienne législation soit amorti.

Le Conseil-exécutif rejette la présente motion. Avec l'introduction du MCH2, les patrimoines financiers et administratifs des collectivités de droit public de Suisse seront réévalués à l'aide de critères uniformes et la situation de ces patrimoines et de l'endettement sera présentée de manière uniforme. La situation financière du canton de Berne ne sera ainsi pas présentée de façon trop négative ou trop positive par rapport à celle des autres cantons. Cette présentation uniforme de la situation patrimoniale et de l'endettement se traduira sans doute par le fait que le canton de Berne disposera d'un capital propre malgré l'inscription au bilan des engagements envers les caisses de pension. Le Conseil-exécutif estime par conséquent qu'on ne peut parler ici ni d'« artifice comptable » ni d'« embellissement » de la situation financière qui contribuerait à faire sauter le frein à l'endettement; simplement, le canton de Berne présente son patrimoine et sa dette selon les mêmes critères et les mêmes normes d'évaluation que les autres collectivités de droit public de Suisse. Du point de vue de la politique financière, il est important pour le Conseil-exécutif que le frein à l'endettement appliqué au compte de fonctionnement reste en vigueur pour la budgétisation, car il est le principal instrument qui permet d'atteindre l'objectif de garantie de l'équilibre du compte de fonctionnement fixé dans la Constitution. Etant donné qu'un budget déficitaire nécessite toujours l'approbation d'au moins trois cinquièmes des membres du Grand Conseil, on peut avec réalisme envisager que l'exemption de l'obligation de compenser ne s'appliquerait que lorsque des déficits apparaîtraient dans le rapport de gestion de manière inattendue et sans avoir été budgétés. Tant que le canton de Berne dispose de capital propre, le Conseil-exécutif juge inapproprié de prévoir, pour des situations exceptionnelles de ce genre, une obligation de compenser qui constituerait indirectement un durcissement de la disposition constitutionnelle.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Délibération groupée avec l'affaire 2014.RRGR.991.

Le président. Es handelt sich um die Traktanden 34 und 35 bzw. um die Parlamentarische Initiative Guggisberg und um die Motion Krähenbühl mit freier Debatte. Ich gebe zuerst Grossrat Guggisberg als Urheber der Parlamentarischen Initiative das Wort.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Am übernächsten Silvester im Jahr 2016 wird es mehr zu feiern geben als nur das neue Jahr. Der Kanton Bern darf sich nämlich freuen, dass er quasi über Nacht, gewissermassen von einer Sekunde auf die andere auf einen Schlag 5 Mrd. Franken mehr Vermögen hat. Im Jahr 2017 wird nämlich voraussichtlich das neue Harmonisierte Rechnungslegungsmodell HRM2 eingeführt. Das Ergebnis ist von einer historischen Tragweite. Dies, weil der Kanton Bern nach Jahrzehnten in der Bilanz plötzlich wieder ein Eigenkapital ausweisen wird. Das Ganze ist aber nur Schein und zu schön, um wahr zu sein. Es wird nur ein buchhalterisches Traumschloss aufgebaut. Die Realität ist, dass der Kanton keinen Rappen mehr Geld hat, im Gegenteil: Er hat sogar deutlich mehr Schulden und muss nämlich mehr oder weniger gleichzeitig eine Schuldanererkennung gegenüber den Pensionskassen im Umfang von rund 2 Mrd. Franken bilanzieren. Trotzdem weist er ein Eigenkapital von rund 800 Mio. Franken aus. Wie ist dies möglich? Ganz einfach: Durch die Einführung von HRM2 wird das Verwaltungs- und das Finanzvermögen fast verdoppelt und steigt von 6,4 auf 11,4 Mrd. Franken. Dies ist aber, wie gesagt, nur Sand in die Augen gestreut und grenzt an einen Selbstbetrug. Zudem schafft die Einführung von HRM2 eine völlig neue Ausgangslage mit paradoxen Folgen. Eine davon besteht im teilweisen Aushebeln der verfassungsmässigen Schuldenbremse. Weil der Kanton plötzlich Eigenkapital ausweist, muss ein allfälliger Aufwandüberschuss in einer Jahresrechnung, nämlich nicht mehr in der nächsten laufenden Rechnung kompensiert werden. Wir verlangen deshalb, dass diese Koppelung an das Eigenkapital im Nebensatz von Artikel 101a Absatz 2 der Verfassung des Kantons Bern (KV) gestrichen wird. Klar hat die Einführung von HRM2 keine Auswirkungen auf die Schuldenbremse bei der Budgetierung. Entscheidend für die finanzielle Lage unseres Kantons sind aber eben die Rechnungsergebnisse und nicht die Finanzplanung. Deshalb ist der hier zur Diskussion stehende Absatz 2 des Verfassungsartikels 101a mindestens so wichtig wie die Schuldenbremse-Bestimmung in der Finanzplanung. Die mit unseren Vorstössen verlangte Massnahme ist aus mehreren Gründen angezeigt. Der erste Grund ist ein rein demokratischer. Als das Berner Volk die Schuldenbremse 2002 mit rund 80 Prozent gutgeheissen hat, hat es nicht damit gerechnet, dass diese Regelung 15 Jahre später durch einen buchhalterischen Federstrich ausgehebelt wird.

Weiter ist die Koppelung der Schuldenbremse-Regelung an das Eigenkapital schweizweit gesehen exotisch. Nur gerade die Kantone Aargau und Sankt Gallen kennen eine ähnliche Bestimmung. Auch der Bund kennt die Abhängigkeit vom Eigenkapitalbestand nicht. Wir wollen unseren Vorstoss nicht als Misstrauensvotum gegenüber Regierung oder Grossen Rat verstanden wissen. Klar, während den vergangenen Jahren hat es – Gott sei Dank – nicht viele Aufwandüberschüsse gegeben. Aber die kommende Zeit ist unberechenbar. Wie der Regierungsrat beispielsweise in seiner Antwort auf die Motionen betreffend die Krankenkassenprämienverbilligung selber schreibt, kommen viele Unwägbarkeiten auf uns zu. Es sind dies Entwicklungen bei den Nationalbankgewinnen, die Auswirkungen der Stärke des Frankens gegenüber dem Euro, die Unternehmenssteuerreform III und die politischen Entscheidungen im Zusammenhang mit dem Bundesfinanzausgleich. Nach der heutigen Sitzung kann man sicher auch die Steuergesetzesrevision 2016 hinzuzählen. Es ist durchaus möglich, dass wir in Zukunft mehr Aufwandüberschüsse haben werden. Diese sind also nur eine seltene Erscheinung. Noch etwas: Mit Ihrer Ja-Stimme heute unterstützen Sie die Parlamentarische Initiative nur vorläufig. Sie vergeben sich damit gar nichts, würden aber eine Türe öffnen, um dem überaus klaren Volkswillen zur Schuldenbremse Nachachtung zu verschaffen. Sie würden eine wichtige Diskussion darüber ermöglichen, wie man die massiven und paradoxen Auswirkungen der Einführung von HRM2 pragmatisch mildern kann. Ob es effektiv eine Verfassungsänderung, eine Gesetzesanpassung oder überhaupt etwas braucht, ist offen. Diese Frage könnte vertieft geprüft werden. Öffnen Sie diese Türe. Sie halten sich damit alle Optionen offen, auch jene, sie später wieder zu schliessen. Danke für die Unterstützung.

Le président. Wir fahren wie folgt weiter: Die Finanzkommission hat die Parlamentarische Initiative vorberaten und hat den Antrag auf vorläufige Ablehnung gestellt. Für die Kommissionsmehrheit

spricht gleich Grossrätin Stucki und danach Grossrat Iseli für die Kommissionsminderheit. Anschliessend hat der Motionär zum zweiten Geschäft das Wort. Wir führen bekanntlich eine gemeinsame Debatte über beide Geschäfte. Grossrätin Stucki hat das Wort.

Béatrice Stucki, Berne (PS), rapporteuse de la majorité de la CFin. Hätte mir vor ein paar Wochen jemand gesagt, dass ich hier gegenüber dem Plenum des Grossen Rats die Mehrheit der FiKo vertrete würde, hätte ich wahrscheinlich gelacht und gesagt: «Träum weiter!» Jetzt ist es tatsächlich so gekommen, und für einmal sind die Rollen vertauscht. Jürg Iseli wird nachher die Minderheitsposition der FiKo vertreten und erläutern. Ich erläutere, wie gesagt, die Haltung der Kommissionsmehrheit. Die Initianten der Parlamentarischen Initiative verlangen eine Änderung der KV. Sie befürchten, dass durch die «veränderte Vermögenslage» des Kantons, welche durch die Umsetzung von HRM2 eintritt, die Schuldenbremse nicht mehr eingehalten würde. Die FiKo hat dieses Geschäft vorberaten und eine Stellungnahme zuhanden des Grossen Rats verabschiedet. Dies, obwohl nicht klar ist, ob die Parlamentarische Initiative tatsächlich überwiesen wird oder nicht. So will es das neue Parlamentsrecht. Wie sind wir vorgegangen? Wir haben eine schriftliche Stellungnahme des Regierungsrats eingeholt und mit der Finanzdirektorin und ihren Fachleuten diskutiert. Zudem haben wir auch Lars Guggisberg und Samuel Krähenbühl eingeladen. Sie haben uns nochmals ausführlich ihre Beweggründe für die Parlamentarischen Initiative und auch für die Motion dargelegt. Letztere enthält dasselbe Anliegen, aber in anderer Verpackung. Die Mehrheit der FiKo kam zum Schluss, dass auf die Parlamentarische Initiative nicht einzutreten sei. Dies sind die Gründe: Die Schuldenbremse im Kanton Bern ist eine der restriktivsten in der Schweiz. Dies wird auch durch eine Studie von BAK Basel, die keine linke Organisation ist, belegt. Nicht nur interkantonal hat der Kanton Bern eine der stärksten Schuldenbremsen, sondern auch im Vergleich mit jener des Bundes. Die Schuldenbremse, wie sie heute formuliert ist, genügt aus der Sicht der Mehrheit der FiKo, um auch nach der Einführung von HRM2 eine Neuverschuldung verhindern zu können. Eine Verschärfung der Schuldenbremse würde sowohl den Handlungsspielraum der Regierung als auch denjenigen des Parlaments einengen und antizyklisches Verhalten in Ausnahmesituationen verhindern. Das Parlament, also der Grosse Rat, hat sich mit der Parlamentsrechtsrevision bereits mehr Kompetenzen zugestanden als unter dem Regime der letzten Legislaturperiode. Neu genehmigen wir nicht nur den Voranschlag der Laufenden Rechnung, sondern auch die Saldi der Produkte, welche sich auf Stufe der Ämter befinden. Wir haben also mehr Kompetenzen und damit sicher auch mehr Verantwortung. Auch der Aufgaben- und Finanzplan wird nicht mehr nur zur Kenntnis genommen, sondern auch genehmigt. Wir haben es also in der Hand, auch für die jeweiligen drei Folgejahre mitzubestimmen, was Aufgaben und Kosten anbelangt. Die Mehrheit der FiKo ist der Meinung, dass wir diese Aufgaben wahrnehmen sollten, ohne mehr Gesetzesbestimmungen zu erlassen. Der Aufwand für die Beratung und Bearbeitung einer Parlamentarischen Initiative mit dem Ausarbeiten einer Gesetzesvorlage, der Durchführung einer entsprechend notwendigen Vernehmlassungen usw. ist gross. Diejenigen, die der Kommission für die Bearbeitung der Parlamentarischen Initiative für die Einführung von Familienergänzungsleistungen angehört haben, wissen, wovon ich rede. Nicht nur eine 17-köpfige Kommission – in diesem Fall wäre wohl die FiKo zuständig –, sondern auch die Verwaltung würde unter Umständen sehr intensiv beschäftigt. Dies alles kostet. Hinzu kommt, dass die Verfassungsänderung dem Volk zur Abstimmung gebracht werden müsste. Weiter ist die Kommissionsmehrheit der Meinung, dass den Initianten auch das Mittel der Motion zur Verfügung steht. Von diesem haben sie bereits Gebrauch gemacht. Die FiKo-Mehrheit empfiehlt Ihnen mit 11 gegen 6 Stimmen die Ablehnung der Parlamentarischen Initiative. Ich danke Ihnen, wenn Sie der Mehrheit der FiKo folgen.

Le président. Für die Kommissionsminderheit hat nun Grossrat Iseli das Wort. Danach hat der Motionär das Wort zum zweiten Geschäft.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), rapporteur de la minorité de la CFin. Ich spreche an dieser Stelle für die Kommissionsminderheit. Lars Guggisberg hat Ihnen die Absichten klar dargelegt. Ich möchte vorwiegend auf den Volkswillen verweisen. Wir haben die Abstimmung bezüglich der Schuldenbremse gehabt, und seit Langem haben wir einen Finanzfehlbetrag. Der Wille des Volkes ist so zum Ausdruck gekommen, dass dieses die Schuldenbremse will. Allerdings wurde dem Volk nicht gesagt, dass der Bilanzfehlbetrag durch HRM2, also durch eine Neubewertung der Werte des Kantons, in ein Eigenkapital übergeht. Es ist nun einmal so mit der Ausführung der

Schuldenbremse, dass das Eigenkapital nicht mehr relevant ist, um diese einzuhalten. Es handelt sich also um eine Umgehung der Schuldenbremse. Béatrice Stucki hat Ihnen dargelegt, worum es geht. Hier geht es darum, eine vorläufige Unterstützung für die Parlamentarische Initiative zu gewähren. Dies erlaubt der FiKo, dann mit den Arbeiten zu beginnen, und es wird eine Vorlage geben, welche dem Parlament vorgelegt wird. Erst dann stimmt man definitiv ab. Der Aufwand wurde genannt. Wir sind uns seitens der Kommissionsminderheit bewusst, dass die Parlamentarische Initiative einen gewissen Aufwand generiert. Nichtsdestotrotz sind wir bereit, diesen Weg zu gehen, sodass wir die Parlamentarische Initiative ausarbeiten könnten, um Ihnen einen Vorschlag zu unterbreiten. Nichts anderes sind wir dem Volk schuldig. Ihm würden wir auch Bericht erstatten, sollten wir zu einem anderen Schluss kommen. Aufgrund der jetzigen Erkenntnisse, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, haben wir dies noch nicht getan. Ich bitte Sie, im Namen der Minderheit der FiKo, der Parlamentarischen Initiative die vorläufige Unterstützung zu gewähren.

Le président. Nun hat der Motionär Grossrat Krähenbühl das Wort, da seine Motion zusammen mit der Parlamentarischen Initiative beraten wird.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Zu jener Zeit, als unser schönes Rathaus erbaut wurde, gab es eine wissenschaftliche Disziplin, welche sich mit der Produktion von Gold auseinandersetzte – die Alchemie. Unsere Vorfahren würden wohl staunen, wenn sie sähen, dass man heute wieder so weit ist, zwar nicht Gold, aber zumindest Geld aus dem Nichts machen zu können! Grossrat Lars Guggisberg hat erklärt, wie dies funktioniert. Der Kanton Bern wird auf einen Schlag reich. Anstatt eines Lochs weist die Bilanz auf einmal Eigenkapital aus. Leider funktioniert die Alchemie auch heute nicht wirklich, sondern nur auf dem Papier. Denn der neue Reichtum unseres Kantons ist künstlicher Natur. Ginge es vor allem darum, stille Reserven zu aktivieren, wäre dies das eine. Damit könnte man zwar nicht Gold schaffen, hätte aber den vergrabenen Goldschatz wiedergefunden. Allerdings ist dies hier nicht der Fall. Der Hauptgrund für die massive Aufwertung im Umfang von etwa 5 Mrd. Franken liegt im Wechsel von der degressiven zur linearen Abschreibung mit dem neuen Rechnungslegungsmodell. Die Aufwertung erfolgt also rein technisch, ohne dass der Kanton dadurch nur einen Fünfer mehr hätte. Unser Finanzverwalter in Unterlangenegg spricht im Zusammenhang mit der ganzen Übung um HRM2, welche auch die Gemeinden betrifft, jeweils von der griechischen Buchhaltungsmethode. Das Ganze hat übrigens noch andere Folgen: Der virtuelle Geldsegen wird uns bzw. unsere Nachfolger hier im Grossen Rat noch beschäftigen. Die künstliche Aufwertung des Vermögens muss auch wieder abgeschrieben werden, d.h., wir schreiben das gleiche Vermögen doppelt ab. Durch die neuen deutlich höheren Ausgangswerte des Verwaltungsvermögens wird der Abschreibungsbedarf jährlich um etwa 60 Mio. Franken zunehmen und die Rechnung damit belastet. Weil der Regierungsrat für die nächsten 15 Jahre noch einen Teil der künstlichen Aufwertung des Vermögens gleich wieder für die Abschreibung benötigt, wird sich dies nicht sofort, sondern erst in 15 Jahren auswirken. Vermutlich werden sich dann nicht mehr viele der heute Anwesenden mit den zusätzlichen Belastungen des Budgets auseinandersetzen. Die negativen Auswirkungen des künstlichen Geldsegens werden wir jedoch bereits vorher bei der Schuldenbremse bemerken. Zwar trifft es zu, dass die Schuldenbremse beim Budget noch wirksam ist. Fällt aber die Rechnung deutlich schlechter aus als das Budget, hätte dies keinerlei Auswirkungen mehr. Dies ist nicht ein theoretischer Fall. Er ist im Kanton Bern bereits im Jahr 2012 eingetreten. Ebenfalls hat man gehört, dass im Jahr 2014 etwas Ähnliches auf Bundesebene passiert ist. Dies ist ganz sicher nicht im Sinne des souveränen Berner Volkes. Ich bin auch überzeugt – und dies vielleicht als Replik auf das Votum von Béatrice Stucki –, dass unser Volk die Verfassungsänderung annehmen würde. Diesen Abstimmungskampf scheue ich also nicht. Durch Ihre vorläufige Unterstützung würden Sie bei Annahme der Parlamentarischen Initiative der FiKo immerhin ermöglichen, das Thema vertieft zu diskutieren. Neben der Parlamentarischen Initiative gibt es noch einen zweiten Weg, nämlich jenen der von mir als Hauptmotionär eingereichten Motion. So könnte man das Problem mit einer Änderung des Gesetzes über die Steuerung von Finanzen und Leistungen (FLG) regeln. In der Bilanz würde zwischen einem altrechtlichen Finanzfehlbetrag und einem neurechtlichen Eigenkapital unterschieden. Künftige Rechnungsüberschüsse müssten damit zuerst verwendet werden, um den altrechtlichen Finanzfehlbetrag abzutragen. Ein Defizit im Geschäftsbericht müsste so lange kompensiert werden, bis der altrechtliche Finanzfehlbetrag abgetragen wäre. Wenngleich sich die Regierung gegen diese Motion ausgesprochen hat, haben mir die Finanzdirektorin und der

Generalsekretär bestätigt, dass dies technisch grundsätzlich machbar ist. Uns ist klar, dass die Einführung von HRM2 eine beschlossene Sache ist und nicht mehr rückgängig gemacht werden kann. Dennoch müssen wir zumindest die schlimmsten Folgen und Auswirkungen mildern. Ich bitte Sie deshalb, zumindest unserer Motion zuzustimmen, falls Ihnen der Weg über eine Verfassungsänderung zu weit führt. Aus meiner Sicht gibt es keinen guten Grund, dagegen zu sein. Denn auch heute kann niemand aus dem Nichts Geld machen, ohne dass jemand den Preis dafür bezahlen muss. Diesen Preis werden unsere Nachkommen bezahlen müssen.

Le président. Nun sind die Fraktionen eingeladen, zu beiden Geschäften Stellung zu nehmen. Zuerst hat Frau Grossrätin Marti für die SP-JUSO-PSA-Fraktion das Wort.

Ursula Marti, Berne (PS). Für die SP ist die sehr restriktive Schuldenbremse – eine der restriktivsten, die wir in der Schweiz haben – ein unnötiges und einschränkendes Instrument. Das Ansinnen der beiden SVP-Grossräte, die Schuldenbremse aufgrund des neuen Rechnungslegungsmodells HRM2 noch zu verschärfen, geht aus unserer Sicht klar in die falsche Richtung. Wir lehnen diese beiden Vorstösse ab. Die Kritik der SVP, wonach das neue Rechnungslegungsmodell HRM2 die Schuldenbremse ausheble, ist völlig falsch. Von Zauberkitschen, Umgehung oder Schönung zu sprechen, wie es in der Motion steht, suggeriert, dass die Regierung etwas Unlauteres oder Anrüchiges macht. Dies ist eine unfaire Unterstellung. Die Regierung erfüllt nichts anderes als das Gesetz und hält sich an das neue, fortschrittliche und breit anerkannte Modell. HRM2 stammt aus der Privatwirtschaft, worüber sich die SVP eigentlich freuen und was sie auch überzeugen sollte. Neu wird HRM2 auch von den Kantonen und Gemeinden angewendet. Mit dem neuen Modell wird der Staatshaushalt realitätsnäher und transparenter abgebildet. Wo ist das Problem? Dies ist eine erwünschte Verbesserung. Wenn etwas nicht ganz sauber war, dann der Umstand, dass die Regierung die Umstellung auf das neue Modell noch hinausgezögert hat. Dies hatten wir damals auch bemängelt. Das Ziel hinter diesen Vorstössen ist offensichtlich: Es soll noch mehr Druck auf die Staatsfinanzen ausgeübt werden, um einen weiteren Leistungsabbau zu bewirken. Der Kanton soll keinen Extrazug fahren, sondern HRM2 genau gleich wie die anderen Kantone anwenden. Wir müssen uns doch nicht selber strengere Regeln auferlegen als andere und uns damit schwächen. Während der letzten 15 Jahre hat der Kanton Bern 14 Mal einen positiven Rechnungsabschluss hingelegt und nur ein einziges Mal einen negativen. Es gibt somit keinen Grund für eine Verschärfung und für noch mehr Druck auf den Finanzhaushalt.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP lehnt sowohl die Parlamentarische Initiative als auch die Motion ab, und zwar aus folgenden Gründen: Hinter dieser neuen Ausgangslage, durch welche die Bilanz mit HRM2 dargestellt wird, sehen wir kein «Trickli», im Gegenteil: Wir führen HRM2 ein und ermöglichen so eine transparentere Rechnungslegung. Vor allem Liegenschaften werden realistischer bewertet, und dies begrüssen wir. Alle bzw. fast alle, also Bund, Kantone und Gemeinden, führen HRM2 ein. Es geht also um ein allgemein akzeptiertes Modell, von dessen Folgen alle betroffen sind. Alle werden damit zu kämpfen haben, dass die Bilanz plötzlich anders aussieht. Wir denken nicht, dass wir als Kanton Bern einen Extrazug fahren und besondere Massnahmen einführen müssen. Bei der Situation um die Einführung von HRM2 handelt es sich um eine Momentaufnahme. Diese entsteht, weil die Liegenschaften anders bewertet werden und die Abschreibung anders erfolgt. Dieser Effekt verflüchtigt sich mit der Zeit. Wir schreiben zwar langsamer ab. Unter dem Strich schreiben wir aber immer noch gleich viel ab. Irgendwann wird jede Liegenschaft so oder so auf null sein. Die EVP steht hinter der Schuldenbremse, an deren Einführung wir auch beteiligt waren. Die Schuldenbremse, wie wir sie im Kanton Bern haben, besteht jedoch nicht nur darin, dass ein Defizit in der Laufenden Rechnung innerhalb von zwei Jahren abgebaut werden muss. Sie enthält weitere Sicherungen, welche weiterhin gültig bleiben und auch bei der Einführung von HRM2 zum Tragen kommen. Nach wie vor dürfen wir kein Defizit budgetieren. Dies bleibt auch mit HRM2 so. Die Schuldenquote bleibt trotz HRM2 auf der gleichen Höhe bestehen. Wir liegen immer noch über 12 Prozent, und das Ziel ist es immer noch, diese 12 Prozent zu unterschreiten. Die Investitionen, welche getätigt werden können, hängen mit den Abschreibungen zusammen. Können wir bei der Einführung von HRM2 weniger abschreiben als früher, können wir auch weniger investieren. Zum Fazit der EVP: Wenngleich wir plötzlich ein Eigenkapital aufweisen, welches für einen Ausgleich des Defizits verwendet werden darf, wachsen die Bäume nicht in den Himmel. Es gibt weitere Bremswirkungen, welche immer noch zum Tragen kommen.

Adrian Haas, Berne (PLR). Angesprochen ist der Volkswille bezüglich Schuldenbremse. Dies betrifft das Jahr 2002. Dass das Volk damals nichts von HRM2 wusste, ist klar. Es hat die Schuldenbremse aber nicht mit Rücksicht auf die konkrete Höhe des Eigenkapitals festgelegt – dessen bin ich mir einigermaßen sicher –, sondern weil es das Instrument der Schuldenbremse generell für gut befunden hat, Schulden machen jedoch für schlecht hält. So einfach ist die ganze Geschichte mit dem Volk. Jetzt stellt sich die Frage, ob es sich lohnt, eine Verfassungsänderung in dieser Frage vorzunehmen. Dies, weil wir ab 2017 wegen HRM2 voraussichtlich etwa 1,3 Mrd. Eigenkapital haben werden. Ich möchte Sie daran erinnern, dass, gestützt auf die Kantonsverfassung, jede Ausgabe einer Rechtsgrundlage, eines Voranschlagskredits und eines Ausgabenbeschlusses bedarf. Der Voranschlag ist also das wichtigste Steuerungsinstrument für die Ausgaben. Es ist auch das, wovor der Motionär und der Parlamentarische Initiant Angst haben: dass nämlich die Ausgaben aus dem Ruder laufen könnten. Aus unserer Sicht ist aber mit den Bestimmungen über die Schuldenbremse in der Laufenden Rechnung, wonach man keine Defizite machen darf, gewährleistet, dass die Ausgaben nicht hochgefahren werden. Es kann aber sein, dass bei der Staatsrechnung später ein Defizit offenbar wird. Dies dürfte vor allem dann der Fall sein, wenn bei den Einnahmen etwas nicht klappt, d.h., wenn beispielsweise die Steuereinnahmen kleiner ausfallen als geplant. Wir halten einen solchen Mechanismus, dem zufolge altrechtliche von neurechtlichen Finanzfehlbeträgen unterschieden werden müssen, für ziemlich kompliziert. Die Gefahr, bei den Ausgaben plötzlich zu überborden, halten wir für relativ gering. Zudem erachten wir die bisher bestehenden Instrumente für genügend. Eine Revision der Kantonsverfassung rechtfertigt sich nicht. Ebenso wenig ist es gerechtfertigt, hier eine Motion zu überweisen, mit welcher man den Regierungsrat dazu bringen will, bei der Budgetierung entsprechende Massnahmen zu treffen. Wenn Sie das Gefühl haben, dass bei den Ausgaben gesteuert werden müsste, haben Sie immer noch die Möglichkeit, mit Finanzmotionen auf den Voranschlag oder auf den Aufgaben- und Finanzplan einzuwirken. In diesem Bereich verfügen wir über neue Instrumente, welche sich bisher nicht schlecht bewährt haben. Diese scheinen uns genügend zu sein, weshalb auch keine Revisionen vom Stapel gelassen werden sollten.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Wir finden, dass der Initiant und der Motionär einen wichtigen Punkt aufgegriffen haben. Es ist tatsächlich so, dass mit dem Wechsel zu HRM2 und mit dem nach Jahrzehnten von Finanzfehlbeträgen auf einen Schlag vorhandenen Eigenkapital die Schuldenbremse in einem Punkt ausgehebelt werden kann. Dies ist dann der Fall, wenn ein Defizit in einer Rechnung entsteht, welche nicht budgetiert wurde. Dort ist es nach wie vor nicht möglich. Unseres Erachtens hat der Wechsel zu HRM2 nichts mit Alchemie zu tun, es handelt sich einfach um eine andere Rechnungslegung. Wir sind aber überzeugt, dass wir eine Schuldenbremse benötigen, welche ihren Zweck auch im Rahmen von HRM2 vollumfänglich erfüllt. Für uns ist die Schuldenbremse im Kanton Bern kein Problem – diese ist tatsächlich eine der schärfsten –, sondern sie ist ein Erfolgsfaktor, der dafür mitverantwortlich ist, dass wir die Finanzen zunehmend wieder in den Griff bekommen. Die Schuldenbremse ist deshalb so gut, weil sie sowohl auf die Investitions- als auch auf die Laufende Rechnung abzielt. Die Schuldenbremse schützt Eigenkapital nicht. So ist es möglich, mit einem Eigenkapital von einem Franken ein Defizit in einer Rechnung wieder über das Eigenkapital abzudecken. Dies ist deshalb fragwürdig, weil derselbe Kanton Bern den Gemeinden vorgibt oder empfiehlt, ein Eigenkapital von 3 bis 5 Steuerzehnteln auf die Seite zu legen, um einen Rückfall in Bilanzfehlbeträge zu verhindern. Fast alle Gemeinden – meines Wissens bis auf drei – haben dies inzwischen erfüllt und verfügen über die Eigenkapitalreserve. Beim Kanton Bern ist dies noch nicht der Fall. Mit dem Wechsel zu HRM2 und etwas zusätzlichem Eigenkapital kann auch der Kanton Bern das Ziel erreichen. Dafür wäre eine Revision der Schuldenbremse eben sehr zielführend. Nun komme ich zum Aber: Der Vorschlag von Lars Guggisberg beinhaltet ein Problem, weil mit einer Schuldenbremse eine antizyklische Finanzpolitik bestraft würde. Würde man in einem Jahr 100 Mio. Franken Überschuss produzieren und im nächsten 100 Mio. Defizit, was eigentlich einer Nullrechnung entspräche, wäre man mit dem Vorschlag des Motionärs und des Initianten gezwungen, wieder einen Überschuss von 100 Mio. Franken zu machen. Immer wenn eine Null dabei herauskommt, ist dies nicht notwendig. Die konkrete Ausformulierung des zwar guten Anliegens funktioniert nicht. Dennoch sprechen wir über eine vorläufige Unterstützung. Es bestünde eine Möglichkeit, das Anliegen sehr einfach umzusetzen, indem nicht – wie vorgeschlagen – der zweite Nebensatz der Verfassungsbestimmung gestrichen, sondern eine Ergänzung angebracht würde. Es würde dann nicht mehr heissen «soweit

er nicht durch Eigenkapital gedeckt ist», sondern zum Beispiel «soweit er nicht durch Eigenkapital über fünf Steuerzehntel gedeckt ist». Damit würde der Kanton Bern künftig die zuhänden der Gemeinden abgegebenen Empfehlungen selber einhalten. Dies wäre als Signal gegenüber den Gemeinden richtig. Wir sind deshalb bereit, die Parlamentarische Initiative vorläufig – mit der Betonung auf vorläufig – zu unterstützen. Damit geben wir der Kommission die Möglichkeit, einen Vorschlag auszuarbeiten, der dem Anliegen gerecht wird, Eigenkapital, das wir mit HRM 2 auf einen Schlag erhalten, zu schützen, ohne eine antizyklische Finanzpolitik zu bestrafen. Die Motion halten wir für deutlich weniger zielführend. Zwar ist auch hier das Anliegen gerechtfertigt. Allerdings würde die Annahme der Motion die Regierung dazu zwingen, eine Art Schattenbuchhaltung zu führen, was langfristig sicher keine sinnvolle Option ist. Deshalb können wir diesen Vorstoss in Form einer Motion nicht unterstützen, könnten ihn aber als Postulat überweisen. Dies würde aber nichts anderes heissen, als dass man gleich die Parlamentarische Initiative unterstützen könnte. Letzteres wäre sicher der effizientere Weg, zumal sich die Kommission bereits damit befasst hat. Ich möchte zum Schluss noch einen von Barbara Streit zu Recht angesprochenen Punkt aufnehmen: Es trifft tatsächlich zu, dass HRM2 nicht nur die Laufende Rechnung betrifft, sondern vor allem auch die Investitionsrechnung. Ich kenne den Fall der Stadt Bern. Dort hat man festgestellt, dass mit dem Wechsel zu HRM2 und den damit verbundenen längeren und tieferen Abschreibungen der Selbstfinanzierungsgrad der Investitionen total zusammengebrochen ist. Weil wir im Kanton Bern eine sehr restriktive Schuldenbremse haben und langfristig eine vollständige Selbstfinanzierung haben werden, müssen wir davon ausgehen, dass die Einhaltung der Schuldenbremse auf der Investitionsrechnung im Kanton Bern nach dem Wechsel zu HRM2 sehr schwierig bis eventuell sogar unmöglich sein wird. Es wird sich zeigen. Diesbezüglich wird wohl noch eine viel grössere Herausforderung auf uns zukommen als bei dem heute mit den Vorstössen anvisierten Anliegen. Nichtsdestotrotz sollte man diesem Rechnung tragen und die Parlamentarische Initiative vorläufig unterstützen.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts). Von den Motionären bzw. von denen, welche die Parlamentarische Initiative eingegeben haben, wurden markige Worte verwendet. Die Rede war von Zauberkünsten, Selbstbetrug, Schönung und auch von Alchemie. Mir scheint, dass es einen guten Grund gibt, hinzusehen und zu verstehen, was hier überhaupt passiert ist. Wenn wir dies tun, werden wir relativ rasch feststellen, dass keine gröberen Probleme vorliegen, sondern es sich letztlich um eine auf lauter Halbwahrheiten und Unterstellungen basierend gekochte, üble politpopulistische Suppe handelt. Was gilt es hier festzustellen? Zum einen geht es um HRM2. Dabei handelt es sich nicht einfach um ein vom Kanton Bern in Eigenregie entwickeltes Konzeptlein, sondern um ein Rechnungslegungskonzept, welches zu einheitlichen Rechnungslegungsvorschriften für alle öffentlich-rechtlichen Körperschaften in der Schweiz führen soll. Ich mache an dieser Stelle schon einmal eine erste Klammerbemerkung. Dies scheint mir etwas Wichtiges zu sein und dürfte auch im Interesse gerade einer bürgerlich orientierten Finanzpolitik liegen, welche immer wieder Wert auf Benchmarks und die Vergleichbarkeit mit anderen Kantonen und öffentlichen Körperschaften legt. Letztlich entspricht HRM2 genau diesen Zielen, und zwar, indem man sicherstellt, dass es sich um eine Gemeinde, eine Kirchgemeinde, einen Kanton oder um die Bundesverwaltung handelt, die vergleichbare Rechnungslegungsvorschriften hat. Nun möchte ich noch einen zweiten Punkt anfügen. Diesem zugrunde liegt keine grosse wissenschaftliche Untersuchung, sondern das Googeln, was in der Web-Enzyklopädie Wikipedia steht. Ich möchte Ihnen sagen, was unter dem Stichwort HRM2 in Wikipedia zu finden ist: «HRM2 ist keine vollkommene Neuentwicklung, sondern eine logische Weiterentwicklung des inzwischen überalterten HRM1 [...] in Richtung Privatwirtschaft und den internationalen Standard IPSAS.» Was wir mit HRM2 tun, entspringt nicht einer öffentlich-rechtlichen Eigenentwicklung, um irgendwelche faulen Tricks anzuwenden, sondern wir nähern uns den Rechnungslegungsvorschriften der Privatwirtschaft an. Im vorhin zitierten Wikipedia-Artikel ist das Stichwort IPSAS gefallen. Für jene, welche diese Abkürzung nicht kennen: IPSAS steht für International Public Sector Accounting Standards. Es geht also um international verbreitete Standards in Bezug auf Rechnungslegungsvorschriften, welche hier übernommen werden. Ein wichtiger Grundsatz von HRM2 bzw. auch der IPSAS-Vorschriften ist das Konzept «true and fair view». Was heisst eigentlich «true and fair view»? Es handelt sich eben nicht um Alchemie, die hier betrieben wird. «True and fair view» ist eine Norm, die sicherstellen will, dass «den Tatsachen oder vernünftigen Schätzungen entsprechend und damit frei von der Absicht bewussten Vorurteils von Einstellungen, Täuschungen und Manipulationen und der Unterdrückung wesentlicher Tatsachen

Bewertungen vorgenommen werden». Letztlich sind dies faire, einheitliche und klare Standards auf der Basis effektiver Werte. Fazit: Was wir mit HRM2 angehen, ist ein sinnvoller Übergang und das genaue Gegenteil von Selbstbetrug, Täuschung und von allem, was hier auch immer behauptet worden ist. Wenn überhaupt, ist es umgekehrt. Wir gehen jetzt zu einem Rechnungslegungssystem über, welches auf effektiven Werten basiert. Nochmals zusammenfassend gesagt: HRM1 hat in Bezug auf die Abschreibungen Wert auf eine möglichst schnelle Refinanzierung gelegt und auf möglichst schnelle Abschreibungen. HRM2 nimmt diesbezüglich eine Umstellung vor, sodass man zu einer Perspektive auf den effektiven Wertverzehr wechselt bzw. auf die effektiven, realitätsnahen Vermögenswerte. Wir haben im Parlament auch diskutiert, ob wir dies übernehmen wollen oder nicht, und haben entschieden, diesen Weg zu gehen. Dies ein paar konzeptionelle Überlegungen, weshalb der vorliegende Vorstoss keinen Sinn macht. Es gibt aber auch praxisorientierte Überlegungen, welche aufzeigen, dass dieser Vorschlag untauglich ist. Finanzpolitisch disziplinierend ist die Schuldenbremse aufgrund ihrer Vorwirkung. Darauf weist der Regierungsrat in seiner Antwort absolut hin. Die Vorwirkung der Schuldenbremse beim Beschluss über den Voranschlag ist von der Umstellung auf HRM2 absolut nicht tangiert. Der nachträgliche Kompensationsmechanismus hingegen ist in den letzten Jahren genau einmal zum Tragen gekommen. Auch darauf verweist die Antwort des Regierungsrats. Deshalb wissen Sie bestens, dass von der langfristigen Abtragung des aufgelaufenen Defizits gar nichts übergeblieben ist. Das Defizit war denn auch innerhalb kürzester Zeit abgetragen. Insofern ist für die Fraktion der Grünen klar, dass wir sowohl die Parlamentarische Initiative als auch die Motion ablehnen. Wir bitten Sie, dies ebenfalls zu tun.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Nach diesem finanzpolitisch-theoretischen Exkurs von Blaise Kropf möchte ich wieder etwas auf die Praxis zurückkommen. Nähme man diese Angelegenheit wörtlich, hätten die Motionäre sogar recht. Sobald der Kanton keinen Finanzfehlbetrag mehr aufweist, wäre die Schuldenbremse nicht mehr aktiv. Dies ist ein Fakt. Fakt ist aber auch, dass sich die bernische Finanzwelt seit 2002 grundlegend verändert hat. Fakt ist auch, dass das Berner Volk der Verfassungsänderung an der Urnenabstimmung zugestimmt und die Schuldenbremse somit in der Kantonsverfassung verankert hat. In der Zwischenzeit liegen zahlreiche neue Fakten vor, welche die Schuldenbremse zum Standard in der bernischen Finanzpolitik gemacht haben. Ein paar Aufzählungen: Erstens hat sich die Schuldenbremse in den Köpfen der Berner Politiker festgesetzt. Zweitens kenne ich in diesem Saal keine verantwortungsvolle Politikerin und keinen verantwortungsvollen Politiker, die oder der der Meinung ist, dass man zur Schuldenwirtschaft zurückkehren kann, sobald man wieder über Eigenkapital verfügt. Drittens wird das Budget jedes Jahr intensiv diskutiert. Ein defizitäres Budget würde hier drinnen niemals gutgeheissen. Viertens kommt eine zusätzliche Hürde zur Schuldenbremse hinzu. So müsste ein defizitäres Budget von einem qualifizierten Mehr der Grossratsmitglieder angenommen werden. Fünftens wird gemäss der neuen Geschäftsordnung des Grossen Rats neuerdings auch über den Aufgaben- und Finanzplan abgestimmt. Selbst negative Finanzpläne haben es schwer, in diesem Rat eine Mehrheit zu finden. Dies haben wir anlässlich der Diskussion vom letzten November gesehen und es ist vor allem noch solange der Fall, wie dieser Rat eine bürgerliche Mehrheit aufweist. Aus all diesen Gründen ist es müssig, über eine Aushebelung der Schuldenbremse zu sprechen. Nebst der Motion strebt auch die Parlamentarische Initiative dieselbe Stossrichtung an. Hier geht es um eine vorläufige Zustimmung. Sollte es zur Annahme kommen, bedürfte es wieder einer Volksabstimmung. Stellen Sie sich vor, die ganze Maschinerie wegen dieses im Prinzip nicht relevanten Themas wieder für eine Volksabstimmung im ganzen Kanton anzuwerfen! Dies wäre ein völliger Verhältnisblödsinn und absolut unverhältnismässig. Aus unserer Sicht bestehen in dieser Beziehung genügend Hürden, sodass die Schuldenbremse trotz HRM2 nicht ausgehebelt wird. Die BDP-Fraktion lehnt sowohl die Motion als auch die vorläufige Annahme der Parlamentarischen Initiative einstimmig ab.

Le président. So wie es aussieht, können wir dieses Geschäft noch heute zur Abstimmung bringen. Dies setzt jedoch voraus, dass sich keine Einzelsprechenden mehr zu Wort melden. Die beiden Motionäre sind bereit, ihre zweiten Voten sehr kurz zu halten. Kann ich die Rednerliste schliessen? Es wäre super, dieses Geschäft noch heute bereinigen zu können. Ansonsten müssten wir es auf den Montag verschieben. Für die SVP-Fraktion hat nun Grossrat Jost das Wort.

Ueli Jost, Thoune (UDC). Ich versuche mich auch kurz zu fassen, muss aber trotzdem etwas staunen. Wir haben nun ausführlich gehört, weshalb die beiden Geschäfte – sowohl die

Parlamentarische Initiative als auch die Motion – nicht unterstützt werden können, müssen oder sollen. Liebe Kolleginnen und Kollegen, die hier gehörte Argumentation lässt mich doch etwas staunen. Dass man diese Haltung eher auf dieser Seite (*l'orateur se tourne vers les rangs de la gauche*) vertreten kann, ist noch einigermaßen nachvollziehbar. Wenn aber Exponenten, welche sich die Attribute bürgerlich und liberal auf die Fahne schreiben, dieses Anliegen klar ablehnen, wirft dies für mich Fragen auf. Worum geht es eigentlich? Beide Geschäfte wollen praktisch dasselbe, nur nicht auf demselben Weg. Beide Anliegen wollen verhindern, dass die vom Stimmvolk im Jahr 2002 mit 80 Prozent angenommene Schuldenbremse durch einen Papiertiger ausgehebelt werden kann. Es geht also um die Frage, wie Eigenkapital zustande kommt. Eigenkapital kommt unserer Auffassung nach nur durch Erwirtschaftung oder durch Überschüsse in der Rechnung zustande, infolge eines reinen Systemwechsels, der nur auf dem Papier besteht, ohne dass der Kanton dabei einen einzigen Franken mehr in der Kasse hat. In der Kantonsverfassung wird in Artikel 101a Absatz 2 kein Unterschied gemacht, wie das Eigenkapital zustande gekommen ist. Aus diesem Grund muss der Wortlaut angepasst werden, sodass die Anbindung des Eigenkapitals an die Schuldenbremse künftig wegfällt. Wenn die Regierung in ihrer Begründung ausführt, dass wir dadurch eine noch strengere Schuldenbremse hätten und dabei auf die anderen Kantone verweist, so haben zumindest meine Recherchen etwas anderes ergeben. Einzig die Kantone Basel-Landschaft und Sankt Gallen kennen eine Anbindung des Eigenkapitals an die Schuldenbremse. Alle anderen Kantone sowie der Bund haben keine solche Anbindung. Die Vergangenheit hat bewiesen, dass auch bei einem positiven Voranschlag letztlich ein Defizit resultieren kann. Es gibt immer Parameter, welche ändern können und nicht beeinflussbar sind. Diesbezüglich seien die Nationalbankgelder, Steuererträge usw. genannt. In diesem Fall ist es aus meiner Sicht der klare Wille der Bürgerinnen und Bürger, dass das Defizit mit oder ohne Eigenkapital abgetragen werden muss. Welcher Weg dafür gewählt wird, ob die Parlamentarische Initiative oder die Motion, ist für mich sekundär. Zugegeben, der Aufwand für eine Verfassungsänderung inklusive Volksabstimmung wäre nicht unerheblich. Weshalb man auch den Weg über eine Gesetzesänderung, entsprechend der Motionsforderung, nicht will, ist mir unerklärlich. Es ist eine Tatsache, dass das Eigenkapital – um dieses geht es – durch einen Systemwechsel und nicht über eine Leistung erreicht wird. Dadurch wird eine Ausgangslage geschaffen, die uns je nach Situation mit ganz neuen Fragen konfrontieren kann. Will man diese Tatsache jetzt schönreden, öffnen wir Tür und Tor für zusätzliche Schulden. Wollen wir dies? Seitens der SVP wollen wir dies ganz sicher nicht. Ich sage es noch einmal: Grundsätzlich gilt es aus unserer Sicht zu berücksichtigen, was das Volk damals, als es die Schuldenbremse deutlich annahm, wollte und vermutlich noch heute so sieht, nämlich einfach nicht mehr Schulden, Eigenkapital hin oder her. Die SVP wird somit logischerweise sowohl der Parlamentarischen Initiative die vorläufige Unterstützung gewähren als auch die Motion annehmen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Inhaltlich haben wir den Aussagen der Motionäre gegenüber keine Differenz. Durch HRM2 wird die Schuldenbremse klar geschwächt. Aber meistens kommen wir in der Politik zu spät. Doch hier sind wir seitens der EDU-Fraktion der Ansicht, dass wir einmal zu früh sind. Die vorläufige Unterstützung bedeutet hohe Kosten für die Vorbereitungen, welche letztlich in einer Verfassungsänderung via Volksabstimmung gipfeln. Wir möchten keine Verfassungsänderung auf Vorrat. Sollten sich die Befürchtungen bewahrheiten, dass es Schule macht, ausgeglichene Budgets vorzulegen, danach die Zügel schleifen zu lassen und defizitäre Rechnungen zu präsentieren, dann verfügt dieses Parlament über genügend Möglichkeiten, die Verluste in den Folgejahren zu kompensieren. Sollte dieses Parlament seine Aufgabe nicht wahrnehmen, wäre der Weg über eine Verfassungsänderung und eine Volksabstimmung richtig. Zum heutigen Zeitpunkt möchten wir der Parlamentarischen Initiative die vorläufige Unterstützung nicht gewähren; wir werden diese ablehnen. Die Motion könnten wir in Form eines Postulats unterstützen.

Le président. Jetzt hat die Finanzdirektorin das Wort und danach hören wir nochmals die Urheber.

Beatrice Simon, directrice des finances. Wir kommen langsam zum Schluss, dennoch möchte ich noch zwei, drei Bemerkungen zu diesen Vorstössen machen, vorab dies: Der Regierungsrat lehnt sowohl die Motion als auch die Parlamentarische Initiative ab, und zwar aus folgendem Grund: Der Kanton Bern macht mit der Einführung von HRM2 absolut nichts anderes als das, was andere Kantone auch tun. Wir bewerten nämlich das Vermögen nach einheitlichen Kriterien neu. Die

finanzielle Situation des Kantons Bern wird somit im Vergleich zu den anderen Kantonen weder zu positiv noch zu negativ ausgewiesen. Dies hat überhaupt nichts mit irgendeinem Zaubertrick, einer Beschönigung oder mit der Aushebelung der Schuldenbremse zu tun. Es scheint mir wichtig, dies einmal festzuhalten. Wir stellen unsere Schulden- und Vermögenssituation einzig und allein so dar, wie es alle anderen öffentlichen Körperschaften in der Schweiz auch tun. Noch ein Wort zur Schuldenbremse und einer allfälligen Aushebelung derselben: Es scheint mir doch wichtig zu sein, hier einmal mehr klar und deutlich festzuhalten, dass trotz HRM2 nach wie vor die Schuldenbremse in der laufenden Rechnung gilt. Dessen muss man sich bewusst sein. Noch einmal zur Erinnerung: sollten wir seitens der Regierung jemals ein defizitäres Budget präsentieren, bedürfte es der Zustimmung von drei Fünfteln der Grossratsmitglieder. Dies ist doch eine sehr hohe Hürde. Noch Folgendes zur Erinnerung: Der Regierungsrat hat die Schuldenbremse in der Vergangenheit gar nie verletzt. In den letzten Jahren kam es genau ein einziges Mal vor, dass die Rechnung defizitär abschloss. Trotzdem wollen die Grossräte Guggisberg und Krähenbühl eine Regelung für eine Situation treffen, welche definitiv als Ausnahmesituation bezeichnet werden kann. Der Regierungsrat erachtet die geforderte Verschärfung der Verfassungsbestimmungen als nicht notwendig. Man dürfte auch darüber nachdenken, welche personellen Ressourcen dafür erforderlich wären und was dies finanziell wieder bedeuten würde. Liebe Grossrätinnen und Grossräte, es kann doch nicht sein, dass der Kanton Bern seine finanzielle Situation im Vergleich zu allen anderen Kantonen schlechter darstellt. Welches Signal gäben wir damit gegen aussen ab? Man darf manchmal auch darauf stolz sein, dass wir in den vergangenen Jahren finanzpolitisch etwas erreicht haben. Ich weiss, nun kommt wieder die Leier der hohen Steuerbelastung. Diesbezüglich muss ich wieder einmal festhalten, dass die Steuerbelastung nicht deshalb zu hoch ist, weil wir zu hohe Schulden oder unsere Finanzen nicht im Griff haben. Unsere Steuerbelastung ist in erster Linie deshalb so hoch, weil unsere Steuerkraft rund einen Viertel unter dem schweizerischen Durchschnitt liegt. Darin besteht das wirkliche Problem im Kanton Bern. Wir sind eben nicht so ressourcenstark wie andere Kantone. Aus diesem Grund erachtet der Regierungsrat eine Verschärfung im Zusammenhang mit der Schuldenbremse für die Laufende Rechnung nicht als angezeigt.

Le président. Nun hat nochmals Grossrat Guggisberg das Wort.

Lars Guggisberg, Kirchlindach (UDC). Zuerst möchte ich meiner Freude darüber Ausdruck verleihen, dass die glp der gleichen Meinung ist wie die SVP. Dies ist beinahe historisch. Zu den Grossräten Kropf, Marti und Streit möchte ich Folgendes sagen: Es geht nicht um die Frage «HRM Ja oder Nein» oder um eine Verhinderung von HRM2, wie Sie dies mit Ihren Aussagen suggerieren. Es geht um eine Milderung der massiven Auswirkungen. Sie sagen auch, man wolle nun die gleiche Handhabe wie alle Kantone. Ich habe es vorhin bereits erwähnt: Die Koppelung an das Eigenkapital ist exotisch. Dies ist der Extrazug. Es gibt nur zwei andere Kantone, die dies so haben. Deshalb bitte ich Sie, die Parlamentarische Initiative vorläufig zu unterstützen und ebenfalls die Motion!

Le président. Schliesslich hat Grossrat Krähenbühl nochmals das Wort zu seiner Motion.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Zuerst eine kurze Replik zuhanden von Blaise Kropf bezüglich der üblen politpopulistischen Suppe, welche wir angeblich kochen: Ich möchte ihn auffordern, diese selber zu essen, zumal wir keine solchen Suppen kochen (*hilarité*). Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich stelle fest, dass die Unterstützung für unser Anliegen nicht sehr gross ist. Es ist wie zu Zeiten der Alchemie, als es grosse Seefahrer wie Kolumbus und Magellan gab. Diese zogen auch ins Unbekannte. Ein paar von ihnen kamen am Ziel an und wurden berühmt. Einige Schiffe sanken aber mit wehenden Segeln. Letzteres dürfte uns heute passieren. Wir werden wohl mit unseren Vorstössen mit wehenden Segeln untergehen. Etwas verspreche ich Ihnen aber: Ich bin überzeugt, dass man hier noch über diese Fragen sprechen wird.

Le président. Wir kommen zur Bereinigung. Bevor wir dies tun, noch ein Hinweis: Bitte laufen Sie nicht davon, wenn wir die zwei Abstimmungen vollzogen haben. Es steht nämlich die Verabschiedung unserer Kollegin Grossrätin Christine Häsler an. Bitte bleiben Sie also noch im Saal. Zudem habe ich noch Informationen.

Wir stimmen zuerst über den Antrag der FiKo ab, welcher Folgendes beantragt: «Ablehnung der vorläufigen Unterstützung der Parlamentarischen Initiative». Wer dem Antrag der FiKo zustimmen

möchte, stimmt ja, wer diesen ablehnt, stimmt nein.

Vote (proposition CFin)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 83

Non 52

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat den Antrag der FiKo angenommen und damit die vorläufigen Unterstützung der Parlamentarischen Initiative abgelehnt. Wir kommen zur Abstimmung über die Motion. Wer die Motion Krähenbühl «Keine Aushebelung der Schuldenbremse durch HRM2» annehmen will, stimmt Ja, wer sie ablehnen will, stimmt Nein.

Vote (motion 197-2014, Krähenbühl [UDC])

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 47

Non 88

Abstentions 0

Le président. Der Rat die Motion abgelehnt. Nun komme ich zur Verabschiedung unserer Kollegin Christine Häsler. Ich habe am ersten Tag meiner Amtsübernahme ein Schreiben erhalten, welches ich Ihnen vorlese: «Sehr geehrter Herr Grossratspräsident, lieber Marc, liebe Kolleginnen und Kollegen Während mehr als dreizehn Jahren durfte ich im Grossen Rat mitarbeiten. Diese Jahre haben mir viel geschenkt – Erkenntnisse, Erfahrungen, Freude und viele gute Begegnungen mit euch allen. Herzlichen Dank für die Diskussionen, Streitgespräche, Kompromisse, das Ringen um Lösungen, die Zusammenarbeit und diese sehr wertvolle gemeinsame Zeit. Nun verabschiede ich mich und lege euch jene Menschen im Kanton Bern ans Herz, denen es nicht so gut geht und die auf euch vertrauen. Danke für eure grosse Arbeit! Auch für euren politischen Weg, aber vor allem für eure ganz persönlichen Anliegen und Hoffnungen wünsche ich euch von Herzen alles Gute! Merci und Adieu, Christine Häsler.»

Liebe Christine, du gibst deinen Rücktritt auf den 30. Juni bekannt. Weshalb verabschieden wir dich schon heute? Du wirst am Montag, den 8. Juni, als Nationalrätin vereidigt und wirst danach in einem etwas grösseren Haus hier in Bern an den Sessionen teilnehmen. Gerne richte ich mit Ihnen und mit dir einen kurzen Blick auf dein Wirken und deine Person. 2002 wurdest du als Grossrätin vereidigt und hast in 24 sogenannten Ad-hoc-Kommissionen mitgearbeitet, davon dreimal als Präsidentin und fünfmal als Vizepräsidentin. In der vergangenen Legislaturperiode warst du als Fraktionspräsidentin der Grünen aktiv und übernahmst die Verantwortung auf vielfältige Art und Weise. Während dieser Legislaturperiode bist du Mitglied in der Gesundheits- und Sozialkommission (GSoK) gewesen. Ich habe mir nicht die Mühe gemacht, deine Vorstösse zu zählen. Du würdest dies auch nie als Qualitätsmerkmal eines Politikers oder einer Politikerin deuten – ich auch nicht. Ich habe aber geschaut, ob deine Vorstösse überhaupt erfolgreich waren oder wie deren Ausgang aussah. Dies wiederum hat eine Erfolgsquote ergeben. Wenn du vorab noch eine Interpellation zu einem Thema eingereicht hast, gebe ich noch einen Bonus-Punkt! Nein, Spass beiseite! Dies habe ich natürlich nicht getan. Unser System ist nicht so flexibel, dass sich der Erfolg der Vorstösse messen liesse. Dennoch habe ich nachgesehen, wie es während der Jahre 2006 bis 2009 – bevor du Fraktionspräsidentin warst – aussah. Du hast 29 Motionen und Postulate eingereicht, wovon nur 5 vom Regierungsrat vollständig abgelehnt wurden. Alle anderen wurden mindestens in einem Punkt von der Regierung angenommen. Wie es im Rat ausgesehen hat, konnte ich nicht überprüfen. Wenn du bei der Regierung dermassen erfolgreich warst, war es häufig gerade mit interfraktionellen Vorstössen, beispielsweise einmal zusammen mit vier SVP-Kollegen aus dem Oberland. Dies ist ein Kennzeichen von Christine: Sie hat und kann immer noch problemlos parteiübergreifend zusammenarbeiten. Dies wissen vor allem jene, die dies in den letzten Jahren mit Christine getan haben. Nun habe ich doch eine Erfolgsquote: Beim Regierungsrat hattest du eine Erfolgsquote von über 80 Prozent bei deinen Vorstössen. Nun kann man dies nur

als erfolgreich bezeichnen. Vielleicht war es aber einfach clever! Die alten Hasen und schlaue Füchse im Rat wissen, was ich damit meine. Die Jüngeren können sich einmal bei Christine erkundigen, wie man dies bewerkstelligt. Natürlich ist mir auch das sehr breite Themenspektrum aufgefallen. Darunter waren ökologische und nachhaltige Anliegen, die Politik für behinderte Menschen und die Regionalpolitik. Sogar wenn du Wirtschaftspolitik betrieben hast, bist du mit deinen Ideen nur selten gescheitert. Schon als Neuling im Rat im Jahr 2006 bist du mir als freundliche und hilfsbereite Kollegin aufgefallen. Du warst offen und kontaktfreudig, und je länger ich dem Rat angehöre, desto mehr habe ich dich auch als Vermittlerin wahrgenommen. Du hast es verstanden, gut zu ermutigen, und ich nehme an, dass deine Fraktionsmitglieder am meisten davon profitieren konnten. Nach neun gemeinsamen Jahren hier im Rathaus ist mir klargeworden, dass der Grosse Rat mit Christine Häsler eine Friedensstifterin verliert. Sie vermochte immer wieder die Exponenten von links und rechts, von oben und unten aus ihren Schützengräben an einen Tisch zu holen. Dies werden wir vermissen, liebe Christine! Wir wünschen dir viel Freude und Erfüllung, und ich wünsche dir Gottes Segen im Bundeshaus! Danke für dein Engagement! (*L'assemblée se lève et applaudit longuement*)

Alle, die sich noch Zeit nehmen können, sind von Christine Häsler zu einem Apéro auf dem Rathausplatz eingeladen. Wenn ich es richtig verstanden habe, auf der rechten Seite, wenn man nach draussen kommt. Die Session ist für diese Woche geschlossen. Ich wünsche ein gutes Wochenende. Bis nächste Woche.

La séance est levée à 16 heures 03.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Eva Schmid (d)